

COMMUNE DE PLOUNEVEZ MOEDEC

Département des Côtes d'Armor

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal du 2 mars 2016 à 19 heures 30

Membres en exercice : 14 – membres présents : 12

Date de convocation : 23 février 2016

Le deux mars deux mil seize à dix-neuf heures et trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la commune de PLOUNEVEZ MOEDEC se sont réunis dans le lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de Gérard QUILN, Maire

Etaient présents : Gérard QUILIN, Maire. Nelly ROPARS, Jean Claude RIOU, Sonia ALLAIN, Serge OLLIVAUX, adjoints. Catherine BOISLIVEAU, Alain GODEST, Philippe SCRUIGNEC, Jean François LE MIGNOT, Quentin LE HERVE, Aurélie LE GUILLOU, Mickaël ANDRE (arrivé à 19 heures 57), Virginie DIBARBOURE (arrivée à 20 heures 13)

Absents, excusés : Sylvie LE GALL-BRIAND qui donne procuration à Nelly ROPARS. Linda LE GALL, qui donne procuration à Alain GODEST

Secrétaire de séance : Mickaël ANDRE

20160301 - Motion d'opposition aux traités CETA et TAFTA

La Commission Européenne négocie actuellement deux accords de libre-échange : l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) (*Comprehensive Economic and Trade Agreement - CETA* en Anglais) avec le Canada et le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI) (*Trans Atlantic Free Trade Agreement – TAFTA* en anglais) avec les États-Unis. Ils visent à instaurer un vaste marché dérégulé : le Grand Marché Transatlantique (GMT).

Négociés dans le plus grand secret, ils pourraient être ratifiés, sans la moindre consultation des citoyens et des parlements nationaux. C'est un déni de démocratie évident. A cela s'ajoute la négociation secrète d'un accord international sur les services, *Trade In Services Agreement* (TiSA) en anglais, qui obligerait les États à accorder les mêmes subventions au privé qu'au public.

Ces accords s'appliqueront à tous les niveaux de l'État, y compris au niveau des communes. Un des buts est d'obliger les États et les collectivités locales à accorder au privé et aux entreprises transnationales tout avantage accordé au public et au local : ce qui rendra impossible financièrement le maintien des services publics et le soutien à l'économie locale.

Ces traités visent surtout à réduire les « barrières non tarifaires » : ils prévoient en effet que les législations et les normes sociales, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques, ... soient « harmonisées » pour faciliter le libre-échange.

Or les États-Unis sont aujourd'hui en dehors des principaux cadres du droit international en matière écologique, sociale et culturelle ainsi que sur le droit du travail. Ils refusent d'appliquer les conventions de l'Organisation Internationale du Travail, le protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique, la convention pour la biodiversité, et les conventions de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Leurs normes et règlements sont beaucoup moins

protecteurs pour les populations qu'en Europe. Ce marché libéralisé avec le Canada et les États Unis tirerait donc toute l'Union Européenne vers le bas.

De plus, ces traités permettraient aux grosses entreprises, via le « mécanisme du règlement des différends » d'attaquer devant une juridiction privée les États ou les collectivités locales qui ne se plieraient pas à ces exigences de dérégulation et qui limiteraient « leurs bénéfiques escomptés » !

Ces entreprises pourraient ainsi réclamer de lourds dommages et intérêts aux États et aux communes, entraînant une explosion la dette publique.

Ces traités permettraient aux grosses entreprises et au monde de la finance de contourner les lois et les décisions qui les gênaient. Une telle architecture juridique limiterait les capacités légales déjà faibles des États à :

- Maintenir des services publics (éducation, santé, etc.).
- Protéger les droits sociaux, à garantir la protection sociale.
- Maintenir des activités associatives, sociales et culturelles préservées du marché.
- Garantir la pérennité des approvisionnements locaux et des critères sanitaires d'où par exemple l'obligation d'accepter les OGM, la viande aux hormones et le poulet lavé au chlore.
- Contrôler l'activité des multinationales dans le secteur extractif (i.e. gaz de schiste).
- Investir dans les secteurs d'intérêt général comme la transition énergétique.
- Préserver les libertés numériques.

POUR TOUTES CES RAISONS, La commune de PLOUNEVEZ MOEDEEC, réunie en Conseil Municipal le 2 mars 2016

- **MANIFESTE** son opposition aux deux traités (CETA et TAFTA) dont l'objectif vise avant tout la dérégulation, la marchandisation du monde et l'amplification de la concurrence.
- **DENONCE** également la négociation de l'accord sur les services (TiSA) qui vise à détruire la majorité des services publics.
- **DEMANDE** un moratoire sur les négociations de ces traités et la diffusion immédiate des éléments de la négociation.
- **REFUSE** toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière d'environnement, de santé, de protection des travailleurs et des consommateurs.
- **SE DECLARE** « Territoire hors Grand Marché Transatlantique ».

Pour extrait conforme,
Le Maire

Acte rendu exécutoire

Après transmission en Sous-Préfecture le 8 mars 2016

Et publication ou notification le 8 mars 2015

